

L'ENTREPRISE JE VEUX SAVOIR !

LES ENTREPRISES
WALLONNES EN
12 QUESTIONS



EDITION 2013





Cette 6^e édition de «L'entreprise, je veux savoir !» complète et actualise les informations reprises dans les éditions précédentes. Entre autres nouveautés, une nouvelle question dédiée aux compétences recherchées par les entreprises ainsi qu'un «quizz» pour tester ses connaissances.

Sur le site de l'**Union Wallonne des Entreprises**, vous pouvez **consulter**

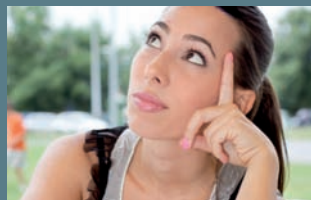
ou **télécharger** «L'ENTREPRISE, JE VEUX SAVOIR !» 2013

Vous trouverez également :

- des **actualisations** des chiffres et graphiques ;
- un espace pour **poser vos questions** sur les entreprises wallonnes ;
- des **sites web utiles** pour poursuivre la réflexion.

www.uwe.be/economie

www.uwe.be/economie/entreprise/lentreprise-je-veux-savoir



L'ENTREPRISE JE VEUX SAVOIR !

❖ Rédaction :

Jean-Christophe DEHALU
(jean-christophe.dehalu@uwe.be)

Département Economique de l'UWE

© UWE 2013



Table des matières

❦ LES ENTREPRISES WALLONNES EN 12 QUESTIONS

1. Combien d'entreprises compte la Wallonie ?	6
2. Combien d'entreprises sont créées chaque année en Wallonie ? Combien disparaissent ?	8
3. Comment se répartissent les entreprises sur le territoire wallon ?	10
4. Quelles sont les grandes entreprises présentes en Wallonie ?	12
5. Quels sont les secteurs d'activité des entreprises wallonnes ?	14
6. Les entreprises wallonnes créent-elles de l'emploi ?	16
7. De quelles compétences les entreprises wallonnes ont-elles besoin ?	18
8. Les entreprises sont-elles actives en recherche et développement ?	20
9. Les entreprises sont-elles performantes sur les marchés internationaux ?	22
10. Y a-t-il beaucoup d'entreprises étrangères implantées en Wallonie ?	24
11. Les entreprises wallonnes se préoccupent-elles de l'environnement ?	26
12. Que sont les pôles de compétitivité et les clusters ?	28
❦ EN SAVOIR PLUS	30

Préface

En Wallonie, le monde des entreprises reste mal connu et souvent mal compris du grand public. Peu de citoyens sont au courant des succès des entreprises wallonnes ou sont conscients des retombées de l'activité entrepreneuriale sur leur vie quotidienne. Or, une perception réaliste de la vie des entreprises est un élément capital pour créer un cadre favorable à leur développement et susciter l'attrait auprès des entrepreneurs potentiels.

«L'ENTREPRISE, JE VEUX SAVOIR !» (6^e édition) se veut un outil pour mieux comprendre et répondre à des questions essentielles sur l'économie wallonne et son tissu d'entreprises. Combien d'entreprises ? Dans quels secteurs ? Sont-elles innovantes ? Performantes sur les marchés internationaux ? Se préoccupent-elles de l'environnement ?

Précis, sans excès technique toutefois, ce livret est accessible aux élèves du secondaire, mais s'adresse plus largement à toute personne désirant compléter ou approfondir ses connaissances sur le paysage entrepreneurial wallon.

Le format de poche résulte d'une volonté de présenter de façon synthétique un maximum d'informations, dans un livret pratique et disponible à tout moment.



L'ENTREPRISE
JE VEUX SAVOIR !



Combien d'entreprises compte la Wallonie ?

En Wallonie, on compte plus de **72.921 entreprises** du secteur privé en activité pour l'année 2011, soit :

- **20,5 entreprises pour 1.000 habitants** ;
- **29% du total des entreprises belges**.

Les entreprises wallonnes assurent **677.857 postes de travail**, ce qui représente **66% de l'emploi salarié** de la Wallonie (secteur privé et secteur public).

En moyenne, une entreprise wallonne emploie **9 personnes**, ce qui place cette entreprise-type dans la catégorie des PME. Par ailleurs, **99,6%** des entreprises wallonnes relèvent de cette catégorie. Ces PME emploient plus de 78% des salariés du secteur privé en Wallonie, soit plus de 530.000 personnes.

Ces chiffres soulignent l'importance à accorder en Wallonie aux politiques de soutien destinées aux entreprises de cette taille.

72.921 entreprises,
678.000 emplois,
99,6% de PME.

EN SAVOIR PLUS

Comment détermine-t-on le nombre d'entreprises dans une région ? Voir page 30.

Quelle est la différence entre le secteur privé et le secteur public ? Voir pages 32.

Vue d'ensemble

2011

	WALLONIE	BELGIQUE
Nombre d'entreprises	72.921	249.711
Entreprises par 1.000 habitants	20,6	22,6
Taille moyenne des entreprises	9,3	11,1

Sources : ONSS (données décentralisées) et SPF Economie - Calculs UWE.

Entreprises et salariés

par taille d'entreprise - 2011

	UNITÉS LOCALES		EFFECTIFS SALARIÉS		
	Chiffres absolus	Parts relatives	Chiffres absolus	Parts relatives	
PME {	TPE*	60.759	83,3%	167.095	24,7%
	PE*	10.041	13,8%	202.779	29,9%
	ME*	1.797	2,5%	160.165	23,6%
	GE*	324	0,4%	147.818	21,8%
	Total	72.921	100%	677.857	100%

Sources : ONSS (données décentralisées) et SPF Economie - Calculs UWE.

* TPE (Très Petite Entreprise - 1 à 9 salariés), PE (Petite Entreprise - 10 à 49 salariés), ME (Moyenne Entreprise - 50 à 199 salariés) - GE (Grande Entreprise - plus de 200 salariés)



Combien d'entreprises sont créées chaque année en Wallonie ? Combien disparaissent ?

L'évolution du nombre d'entreprises est le résultat de **trois mouvements** : les **créations**, les **disparitions** (cessations d'activités et faillites) et les **flux d'immigration** d'entreprises.

Le **taux de création net** annuel moyen entre 2000 et 2012 s'élève à **2,9%**, contre 3,4% en Flandre. Cela représente **une moyenne d'environ 2.325 entreprises supplémentaires** chaque année en Wallonie.

Le score inférieur de la Wallonie s'explique, non pas par un taux de création brut plus faible, mais plutôt par un taux de disparition plus élevé.

Les jeunes entreprises wallonnes semblent en effet plus vulnérables que leurs homologues flamandes : **le taux de survie des entreprises wallonnes après 5 ans d'existence est de l'ordre de 80%**, alors qu'il est de 84% en Flandre.

Un élément encourageant : **la Wallonie bénéficie d'un flux migratoire positif d'entreprises** en provenance des deux autres régions du pays (+0,3%).

**En moyenne,
2.325 entreprises
supplémentaires
chaque année.**

EN SAVOIR PLUS

Les ratios d'évolution démographique des entreprises : voir page 30.

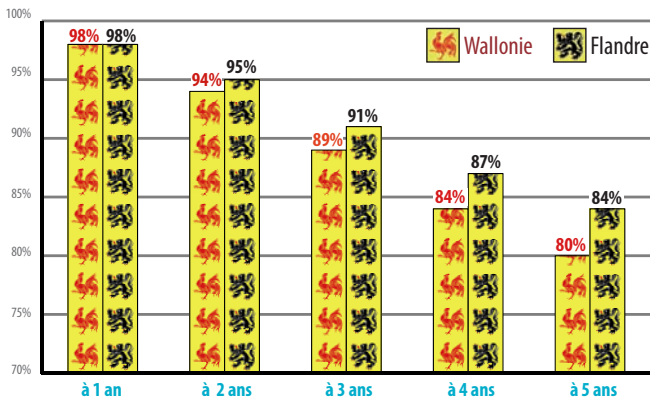
Evolution du nombre d'entreprises entre 2000 et 2012

Taux annuel moyen (% du total des entreprises)

	WALLONIE	FLANDRE
Taux de création brut	7,9%	7,3%
Taux de disparition brut	5,0%	3,9%
Taux d'immigration géographique net	0,3%	-0,01%
Taux de création net	2,9%	3,4%

Taux de survie des entreprises

Moyenne 2000-2012





Comment se répartissent les entreprises sur le territoire wallon ?

Les provinces du **Hainaut** et de **Liège** regroupent **chacune un tiers** des entreprises wallonnes. Le dernier tiers se répartit entre les provinces du **Brabant wallon**, de **Namur** et du **Luxembourg**. C'est le Brabant wallon qui affiche le taux de concentration d'entreprises le plus élevé, avec **24 entreprises pour 1.000 habitants**. Pour la Wallonie dans son ensemble, ce taux est de **20,6**.

Chaque province dispose d'infrastructures d'accueil spécifiques pour les entreprises : les **parcs d'activité économique** (PAE). Sur l'ensemble de la Wallonie, **on en dénombre 230**, dont 7 parcs scientifiques, 6 parcs logistiques et 11 parcs multimodaux, représentant une surface totale de **12.600 ha**. Plus de **6.650 entreprises y sont installées** (près de 9% des entreprises wallonnes) représentant **154.000 emplois directs** (environ 20% de l'emploi salarié wallon).

Au total (dans les PAE et hors PAE), **les entreprises occupaient en 2011 près de 1,3% du territoire wallon**.

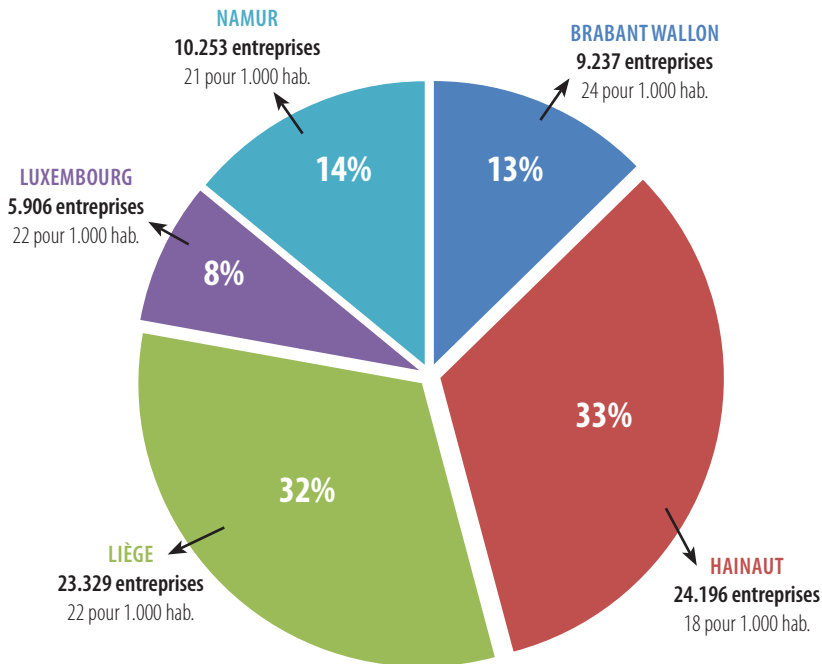
A titre de comparaison, 86% du territoire wallon allait à l'agriculture et aux forêts et 5,5% aux terrains résidentiels. En Flandre la même année, l'activité économique s'étendait sur plus de 3,5% du territoire.

**1,3% du territoire
occupé par les
entreprises.**

**230 parcs d'activité
économique.**

Ventilation des entreprises par province

2011



Sources : ONSS (données décentralisées), SPF Economie (DGSIE) - Calculs UWE



Quelles sont les grandes entreprises présentes en Wallonie ?

En 2011, les grandes entreprises ne représentent que **0,4% du total des entreprises wallonnes**, soit **environ 325 établissements de plus de 200 salariés**. Au vu de ces chiffres, il semble évident que ce sont les PME qui constituent l'essentiel du tissu économique régional. Toutefois, en employant **plus d'un salarié sur cinq du secteur privé** (soit 148.000 emplois directs), sans compter les emplois indirects dans les PME qui gravitent autour d'elles, il est certain que les grandes entreprises jouent un rôle structurant pour l'économie wallonne. Et ne négligeons pas le rôle moteur qu'elles jouent en matière de recherche ou d'exportation. Mais qui sont ces grandes entreprises ?

Deux classements sont proposés. **Le premier reprend les 12 premières grandes entreprises qui ont leur siège social en Wallonie**. **Le second rassemble 10 grands employeurs en Wallonie qui n'ont pas leur siège social en Wallonie**, mais dont une partie plus ou moins importante de l'activité, et donc de l'emploi, est localisée en Wallonie. Pour compléter le tableau des GE, on doit également intégrer les grandes entreprises publiques autonomes fédérales (Bpost, SNCB ou Belgacom), importants pourvoyeurs d'emplois au niveau wallon.

325 grandes entreprises.

Les 12 premières entreprises privées qui ont leur siège social en Wallonie en 2011

	EMPLOIS EN WALLONIE	SECTEUR D'ACTIVITÉ
1. GLAXOSMITHKLINE BIOLOGICALS	7.591	(I) Industrie pharmaceutique
2. FRERINI (Quality Meat Renmans et Brabhold)	5.463	(S) Commerce de viandes
3. GROUPE ARCELORMITTAL*	5.500**	(I) Métallurgie et travail des métaux
4. GROUPE LOUIS DELHAIZE (Cora, Match, Delfood...)	4.820	(S) Commerce
5. GROUPE CATERPILLAR*	4.728	(I) Fabrication de machines et équipements
6. LAURENTY	2.484	(S) Services aux entreprises
7. GROUPE NLMK (dont NLMK La Louvière et NLMK Clabecq)	2.081	(I) Métallurgie et travail des métaux
8. GDF SUEZ (dont Fabricom et SITA Wallonie)	2.010	(E) Energie
9. FIDAGH (Groupe Mestdagh principalement)	1.828	(S) Commerce
12. BAXTER INTERNATIONAL INC	1.694	(I) Industrie pharmaceutique
11. TNT EXPRESS N.V.	1.645	(S) Transport et entreposage
12. SWIFT	1.619	(S) Télécommunications

Sources : Bel-First (données 2011) du Bureau Van Dijk - Calculs UWE (I)=Industrie (S)=Services (E)=Energie

*Ces données sont pour 2011 et ne tiennent pas compte des réductions d'activités annoncés par après par ces entreprises. **Estimation UWE

10 entreprises parmi les plus grands employeurs en Wallonie qui n'ont pas leur siège dans la région

	SECTEUR D'ACTIVITÉ
1. BNP PARIBAS FORTIS	(S) Activités financières
2. BRICO	(S) Commerce
3. CARREFOUR BELGIUM	(S) Commerce
4. COLRUYT	(S) Commerce
5. ELECTRABEL	(I) Energie
6. INBEV BELGIUM	(S) Industrie alimentaire
7. ING	(S) Activités financières
8. BELFIUS	(S) Activités financières
9. GROUPE DELHAIZE	(S) Commerce
10. UCB	(I) Industrie pharmaceutique

Source : UWE

(I)=Industrie (S)=Services



Quels sont les secteurs d'activité des entreprises wallonnes ?

En 2011, la création de richesses en Wallonie était assurée à 72% par l'économie marchande, contre 28% pour le non marchand⁽¹⁾. En comparaison, la même année l'économie marchande fournissait 65% de l'emploi en Wallonie.

Les services représentent un pan important de l'économie wallonne. Parmi eux, les services marchands (commerce, horeca, transport et communications, activités financières et immobilière et services aux entreprises) représentent 65% de la valeur ajoutée marchande. Entre 2003 et 2011, les services marchands ont vu leur valeur ajoutée réelle⁽²⁾ et leur emploi croître annuellement respectivement de 1,7% et 1,5%.

Même si l'emploi dans l'industrie (extractive et manufacturière) a diminué en moyenne de 0,6% par an depuis 2003, ce secteur génère de façon indirecte de nombreux emplois dans les services. De plus, ce secteur reste un acteur clé de l'économie wallonne, avec environ 21% de la valeur ajoutée marchande.

Les industries pharmaceutiques, la métallurgique et l'agro-alimentaire sont les secteurs industriels qui ont créé le plus de valeur ajoutée en 2011.

EN SAVOIR PLUS

(1) Quelle est la différence entre l'économie marchande et non marchande ? Voir page 31.

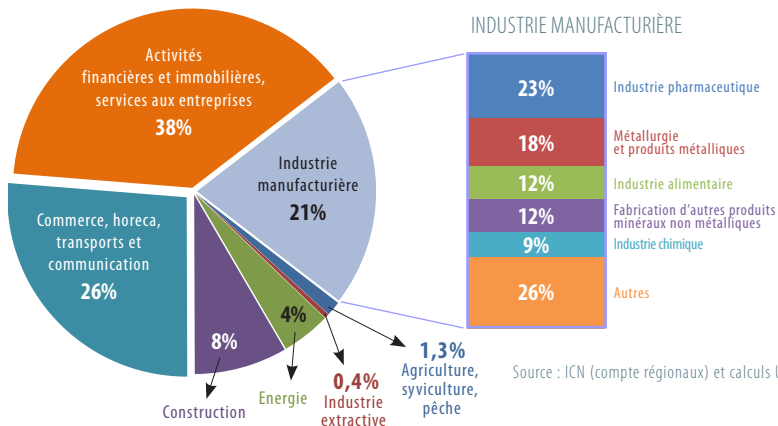
(2) Quelle est la différence entre la croissance réelle et nominale ? Voir page 33.

65% de la valeur ajoutée marchande est créée dans le secteur des services, 21% dans l'industrie et 8% dans la construction.

Valeur ajoutée dans le secteur marchand

Ventilation par secteur - 2011

ECONOMIE MARCHANDE



Source : ICN (compte régionaux) et calculs UWE

Taux de croissance réel annuel moyen entre 2003 et 2011

	VALEUR AJOUTÉE	EMPLOI
Industrie manufacturière	1,7%	-0,6%
Construction	3,4%	2,1%
Services marchands	1,7%	1,5%
Services publics et éducation	1,3%	1,8%
Total de l'économie	1,9%	1,3%

Source : ICN - Calculs UWE



Les entreprises wallonnes créent-elles de l'emploi ?

L'évolution de l'emploi dans les entreprises est corrélée, principalement, à l'activité économique et à la demande pour les biens et services produits par les entreprises. Ainsi, une période de bonne conjoncture est synonyme de créations d'emplois, tandis qu'une récession se solde par des réductions de postes de travail. Cependant, même lorsque la croissance de l'activité justifierait l'engagement de personnel supplémentaire, les entreprises wallonnes se heurtent parfois à certains obstacles ou freins, tels que la pénurie de main-d'œuvre pour certains métiers ou des coûts salariaux élevés.

Malgré cela, les entreprises wallonnes créent de l'emploi. Entre 2003 et 2011, près de 100.000 emplois nets ont été créés, soit un taux de croissance annuel moyen de 2%. Ce taux est légèrement supérieur à celui de la Flandre, qui affiche 1,5% sur la même période. Bien sûr, ce chiffre est encore insuffisant au regard du niveau de chômage en Wallonie. Il témoigne néanmoins d'un dynamisme des entreprises wallonnes qui va grandissant depuis quelques années.

En 2011, on comptait en Wallonie 79% d'emplois privés (entreprises + indépendants) contre 85% en Flandre.

100.000 emplois supplémentaires dans les entreprises entre 2003 et 2011

Emploi total

par secteur macro-économique en 2011

	WALLONIE		FLANDRE	
	Chiffres absolus	Parts relatives	Chiffres absolus	Parts relatives
Entreprises	687.024	56,1%	1.672.557	63,7%
Administrations publiques	259.205	21,2%	393.445	15,0%
Indépendants	214.190	17,5%	450.986	17,2%
Autres ⁽¹⁾	64.955	5,3%	107.306	4,1%
Economie totale	1.225.374	100%	2.624.294	100%

Croissance annuelle moyenne de l'emploi total

entre 2003 et 2011

	WALLONIE	FLANDRE
Entreprises	2,0%	1,5%
Administrations publiques	0,8%	1,2%
Indépendants	0,3%	0,8%
Autres ⁽¹⁾	-0,8%	-2,5%
Economie totale	1,3%	1,2%

(1) Autres = Emploi salarié auprès des ménages + Emploi salarié auprès des institutions sans but lucratif au service des ménages.

Sources : BNB (comptes régionaux) et calculs UWE

EN SAVOIR PLUS

Pourquoi une différence entre les chiffres de l'emploi de la Banque Nationale et ceux de l'ONSS ? Voir page 33.



De quelles compétences les entreprises wallonnes ont-elles besoin ?

Pour pouvoir fonctionner, les entreprises ont besoin de personnel compétent. La Wallonie dispose de filières d'enseignement, qui, quand elles rencontrent les besoins des entreprises, offrent un accès rapide à l'emploi. Ainsi, en 2009, 75% des bacheliers avaient trouvé un emploi dans les 6 mois qui ont suivi la fin de leurs études, contre 50% des diplômés du secondaire. Ce dernier chiffre doit cependant être nuancé. En effet, certaines filières de l'enseignement technique et professionnel, comme la mécanique ou l'électricité, connaissent des taux d'insertion bien plus élevés. L'éducation, qu'elle soit universitaire ou professionnelle est donc un élément clé, à la fois pour le travailleur et l'entreprise.

Certains profils sont particulièrement recherchés par les entreprises, comme les informaticiens ou les ingénieurs, mais également des métiers plus techniques comme les maçons ou les électriciens. On estime par exemple qu'il manque entre 2.000 et 3.000 ingénieurs diplômés en Belgique. Les domaines où l'offre de travail (les travailleurs) est fortement inférieure à la demande (les entreprises) sont appelés «métiers en pénurie». Il y en avait 49 en Wallonie en 2013. Ces métiers en pénurie ne concernent pas uniquement des profils très qualifiés mais également des métiers techniques, souvent déconsidérés à tort. Ainsi, la profession de «soudeur», qui est en pénurie chronique de main-d'œuvre, évolue constamment et implique l'utilisation des dernières innovations industrielles et informatiques.

**49 métiers
en pénurie.**

Liste francophone des études qui préparent à une profession pour laquelle il existe une pénurie significative de main-d'œuvre (2013-2014)

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SUPÉRIEUR TECHNIQUE OU PROFESSIONNEL	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PROFESSIONNALISANT	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : BACCALAURÉAT ET MASTER
Construction (peu importe la spécialité, dont notamment vitrier, marbrier placeur, parqueteur, monteur en structure métalliques,...)	Bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur : langues germaniques, mathématique, français, sciences (biologie, physique, chimie), sciences humaines (géographie, histoire, sciences sociales) et sciences économiques	Études universitaires d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (ancienne agrégation) en langues germaniques, mathématique, français, sciences (biologie, physique, chimie), géographie, histoire et sciences économiques
Climatisation, installations de réfrigération et de chauffage	Bachelier agrégé de l'enseignement secondaire inférieur : cours techniques	Informatique (peu importe la spécialité)
Conducteur d'engins de chantier	Électricité, électronique...	Ingénieur civil
Cuisinier	Educateur	Ingénieur commercial
Techniques de transformation du métal et constructions métalliques (Tourneur-ajusteur, outilleur, Tôlier...)	Enseignement technique supérieur, peu importe la spécialité (mécanique, électromécanique, ...)	Littérature et langues modernes (s'il y a au moins une langue germanique parmi les langues choisies)
Dessinateur en construction	Infirmier	Ingénieur industriel
Électricité, installations électriques	Informatique	
Électronique	Instituteur primaire	
Infirmier		
Informatique		
Mécanique et électromécanique		
Pâtissier-boulangier		
Travail du bois		
Boucher		

Source : Onem



Les entreprises sont-elles actives en recherche et développement ?

Les **entreprises** wallonnes sont très impliquées dans le secteur de la recherche. Elles **exécutent plus de 78% des dépenses totales en R&D en Wallonie**, ce qui est supérieur au niveau européen qui est de **62%**.

En termes de **personnel** employé à la R&D, les postes sont principalement pourvus par les entreprises (61%) et par le secteur de l'enseignement (37%). Ces propositions sont supérieures à celles affichées par le reste de l'UE15, où les pouvoirs publics jouent un rôle plus important. En termes d'emploi, cela représente un peu plus de **9.000 équivalents temps plein** fournis par les entreprises wallonnes, dont près de **5.250 chercheurs**.

La recherche industrielle est fortement concentrée dans quelques secteurs High Tech. **La pharmacie (49%), la chimie (10%) et l'aérospatial (6%)** sont en effet les trois premiers secteurs en termes de dépenses en R&D. Ce sont surtout les très grandes entreprises (plus de 1.000 salariés) qui financent la R&D en Wallonie, ce qui constitue un cercle très restreint d'établissements.

78% des dépenses en R&D sont réalisées dans les entreprises.

Dépenses de R&D en 2011

Par secteur d'exécution (% du total des recherches)

	WALLONIE	UE 15 ^(*)
Entreprises	78%	62%
Etat	1%	13%
Enseignement supérieur	20%	24%
Secteur privé sans but lucratif	0%	1%

Personnel de R&D en 2011

Par secteur d'exécution (équivalence temps-plein)

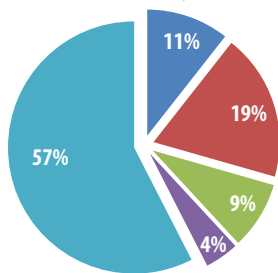
	WALLONIE	UE 15 ^(*)
Entreprises	61%	54%
Etat	4%	12%
Enseignement supérieur	37%	33%
Secteur privé sans but lucratif	0%	1%

Sources : Politique scientifique fédérale et Bureau fédéral du Plan, calculs UWE

(*) Données 2009

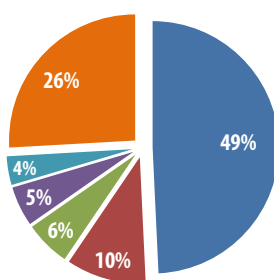
Recherche des entreprises en 2011

Par taille d'entreprise



- Moins de 50 employés
- Entre 50 et 249 employés
- Entre 250 et 499 employés
- Entre 500 et 999 employés
- Plus de 1.000 employés

Par secteur d'activité



- Produits pharmaceutiques
- Produits chimiques (moins produits pharmaceutiques)
- Aérospatial
- Autres activités de services aux entreprises
- Machines électriques
- Autres secteurs (< 3,5%)

Source : SPP Politique scientifique fédérale



Les entreprises sont-elles performantes sur les marchés internationaux ?

Le montant des exportations wallonnes de marchandises (hors gaz naturel) s'élevait en 2012 à près de **40 milliards d'euros**. Cela représente une **diminution de 2,8% par rapport à 2011**, principalement causée par une baisse des exportations de produits métalliques et des engins de chantier. Pour la même année, les exportations wallonnes représentaient 17% du total national. **Sur une période plus longue, entre 1996 et 2012**, les exportations wallonnes ont toutefois enregistré **une croissance annuelle de 6,3%**.

Les **3 premiers clients** de la Wallonie sont la **France**, l'**Allemagne** et les **Pays-Bas**, qui représentent à eux seuls 51% des exportations de la région. Au final, 67% des exportations sont à destination de la Zone Euro et ce chiffre monte à près de **80% si on considère le reste de l'Europe**. Les principaux pays émergents, les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), prennent cependant une place croissante dans les exportations wallonnes, et représentaient 3,5% du total de 2012.

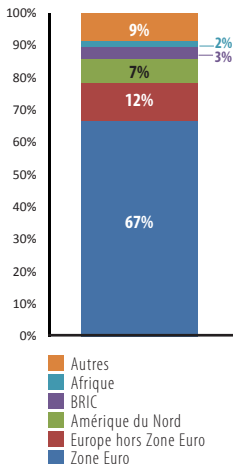
Les **3 premiers produits exportés** sont les **produits chimiques** (dont la pharmacie), les **métaux communs** et les **machines et équipements**.

**40 milliards
d'euros exportés
en 2012.**

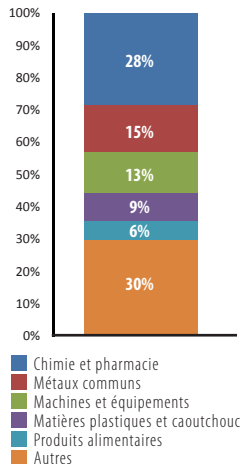
Exportations wallonnes de marchandises

2012

Répartition géographique



Répartition sectorielle



Sources : AWEX et calculs UWE

NOTE : Le commerce extérieur de gaz naturel ne concerne en Wallonie que des activités de transit. Considérant que ce transit ne reflète aucunement une capacité exportatrice liée à une activité de production en Wallonie, l'Agence Wallonne à l'Exportation (AWEX) a jugé pertinent de présenter les statistiques d'exportations wallonnes en excluant le gaz naturel. Les statistiques d'exportation de services ne sont par ailleurs pas calculées actuellement.



Y a-t-il beaucoup d'entreprises étrangères implantées en Wallonie ?

La Wallonie apparaît de plus en plus comme une terre d'accueil pour les investisseurs étrangers. De fait, la Wallonie figure régulièrement dans le haut des classements des régions les plus attractives d'Europe. Ces dernières années, des géants mondiaux, comme **Microsoft** et **Google**, ont décidé de s'y implanter. Mais l'exemple le plus marquant est probablement celui de **GSK biologicals**, un des premiers producteurs de vaccins au monde, qui a développé ses centres de recherche et de production principaux à Wavre.

Entre 2000 et 2012, plus de **9,1 milliards d'euros ont été investis par des firmes étrangères en Wallonie**. Ces investissements ont généré **plus de 22.500 emplois directs**.

Les **Etats-Unis** et la Flandre sont les deux pays qui ont le plus investi et créé le plus d'emplois en Wallonie au cours de la dernière décennie. L'Italie et la France sont également des investisseurs importants, représentant respectivement 14% et 13% du montant total investi en Wallonie depuis 2000.

Du côté des secteurs, c'est la **chimie** qui arrive en tête en termes de montants investis, tandis que la **logistique** est le premier pourvoyeur d'emplois au niveau des investissements étrangers.

**9,1 milliards
d'euros étrangers
investis au cours
de la dernière
décennie.**

Investissements étrangers

2000-2012				2012			
PAR MONTANTS INVESTIS (% du total)		PAR EMPLOIS DIRECTS (% du total)		PAR MONTANTS INVESTIS (% du total)		PAR EMPLOIS DIRECTS (% du total)	
TOP 10 DES PAYS INVESTISSEURS							
USA	19%	Flandre	22%	Italie	24%	Flandre	35%
Flandre	15%	USA	19%	Flandre	15%	Chine	14%
Italie	14%	France	13%	USA	14%	USA	10%
France	13%	Royaume-Uni	8%	France	11%	France	7%
Royaume-Uni	8%	Pays-Bas	7%	Canada	6%	Canada	6%
Allemagne	7%	Allemagne	5%	Bruxelles	5%	Bruxelles	5%
Pays-Bas	5%	Japon	5%	Maroc	5%	Espagne	4%
Japon	4%	Bruxelles	5%	Allemagne	3%	Japon	4%
Bruxelles	4%	Suède	4%	Chine	3%	Luxembourg	3%
Suède	2%	Italie	3%	Bésil	3%	Royaume-Uni	2%

TOP 10 SECTORIEL

Chimie	14%	Logistique services	16%	Construction	26%	Agroalimentaire	22%
Agroalimentaire	9%	Agroalimentaire	11%	Agroalimentaire	23%	NTIC	20%
Papier	8%	Fabrications métalliques	10%	Sciences du vivant	8%	Verre	15%
Sciences du vivant	8%	Chimie	9%	Mecathec	7%	Mecathec	10%
NTIC	8%	NTIC	8%	Chimie	7%	Services	8%
Energie	7%	Sciences du vivant	7%	NTIC	7%	Sciences du vivant	7%
Fabrications métalliques	7%	Mecathec	6%	Services	6%	Construction	4%
Mecathec	6%	Pharmacie	5%	Energie	4%	Chimie	4%
Logistique	6%	Verre	5%	Verre	3%	Textile	2%
Construction	6%	Textile	4%	Impression	2%	Environnement	2%

Source : Office for Foreign Investors (OFI) - Calculs : UWE



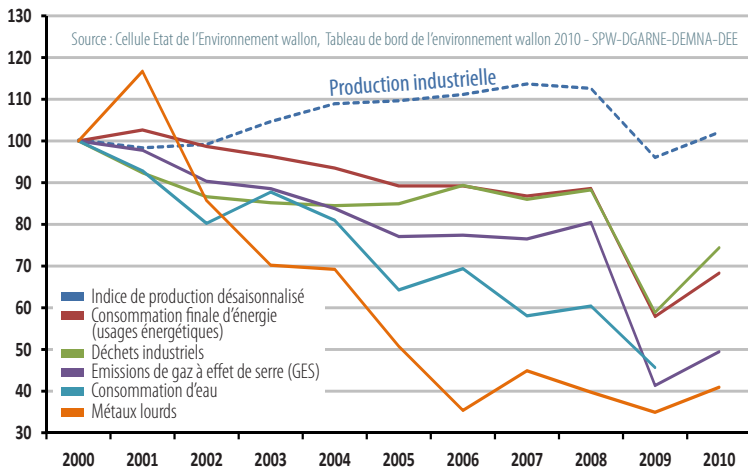
Les entreprises wallonnes se préoccupent-elles de l'environnement ?

Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à prendre en compte leur **responsabilité sociétale**. Elles consentent des efforts, souvent considérables, pour la préservation de l'environnement ou pour une utilisation plus rationnelle de l'énergie indispensable à leur activité. Ainsi, on assiste depuis quelques années à un **découplage** entre la production industrielle et l'utilisation des ressources naturelles. Cela se vérifie en particulier dans les domaines suivants :

- **Energie** : l'industrie wallonne voit ses besoins en énergie décroître alors que son activité ne cesse d'augmenter, et ce principalement grâce aux accords de branche⁽¹⁾. En 2011, ces accords ont permis d'**éviter l'émission de 2,18 millions de tonnes de CO₂**.
- **Déchets** : la même tendance s'observe pour la quantité totale de déchets industriels produite. En 2010, ceux-ci ne représentaient que **74% du total de l'année 2000**.
- **Les rejets de métaux lourds** ont également diminué de façon conséquente en passant, en 2010, à **41%** des volumes de 2000.

Découplage entre la production et l'utilisation des ressources naturelles.

Utilisation des ressources naturelles par les entreprises industrielles wallonnes *Indice 2000 = 100*



❁ ⁽¹⁾NOTE : Les **accords de branche** s'inscrivent dans les engagements relatifs au protocole de Kyoto. Via ces accords, les secteurs industriels s'engagent chacun volontairement dans un objectif d'amélioration de leur efficacité énergétique et de leur efficacité en matière d'émission de gaz à effet de serre (CO₂). Fin 2011, ces accords portaient sur 177 entreprises et 219 sites d'exploitation wallons. Ceux-ci représentent ensemble une part très importante de la consommation énergétique de l'industrie wallonne.









Que sont les pôles de compétitivité et les clusters?

Par **pôles de compétitivité**, on entend des réseaux unissant des entreprises, petites et grandes, des universités, des centres de recherche ainsi que des opérateurs de formation, autour de **projets communs innovants, créateurs d'activité exportatrice et d'emplois** en Wallonie. Lancés dans le cadre du Plan Marshall, ils constituent la clé de voûte de la politique industrielle wallonne. **6 pôles de compétitivité** ont été constitués, dans des domaines où l'industrie wallonne dispose d'atouts et dans lesquels elle est susceptible de devenir leader à l'échelle internationale. Depuis la création des pôles, **236 projets** de recherche, de formation et d'investissement ont bénéficié d'un financement public de 460 millions d'euros. Les pôles ont par ailleurs permis le **maintien de 4.260 emplois** en Wallonie ainsi que la création de plus de **7.700 postes supplémentaires**.

Les clusters sont des réseaux d'entreprises. Ils sont créés à l'initiative d'entreprises, actives dans un domaine particulier, qui souhaitent mieux se connaître et travailler ensemble. Outre la mise sur pied d'actions permettant aux membres de mieux se connaître, des **partenariats** inter-membres se nouent au sein des clusters. Ceux-ci visent à renforcer les synergies industrielles ou commerciales (plate-forme commune de services, bureau collectif à l'étranger,...), à faire de la R&D et à mener des projets de formation ou d'investissement. **10 clusters** sont reconnus en Wallonie.

6 pôles
10 clusters

Les 6 pôles de compétitivité

	 Santé	 Technologies environnementales	 Transport et logistique	 Génie mécanique	 Aéronautique et aérospatial	 Agro-industrie	Total
Projets	44	19	18	77	45	33	236
Emplois maintenus	461	583	864	1.275	816	260	4.259
Emplois créés	1.143	1.367	653	3.294	437	830	7.724

Plan Marshall 2.vert : rapport de suivi, mars 2013 – Délégué Spécial

Les 10 clusters wallons

	Domaine d'activités
ARESA	Recherche clinique
CAP 2020 (VAL)+	Construction durable et basse énergie
ECO-CONSTRUCTION	Collecte, traitement et valorisation des déchets
INFOPÔLE	Construction écologique
LOGISTICS IN WALLONIA	Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
PHOTONIQUE	Transport et logistique
PLASTIWIN	Lumière, laser, etc.
TWEED	Industrie plastique
TWIST	Energie durable
	Technologies de l'image, du son et du texte



EN SAVOIR PLUS

1. Comment détermine-t-on le nombre d'entreprises dans une région ?

Lorsqu'on décide d'évaluer le nombre entités qui composent le système productif, **le nombre obtenu dépend de l'unité d'observation statistique retenue**. On peut dénombrer :

- **Soit les «unités locales»**. L'unité locale est un site **de production**, qui correspond à une «entreprise» ou une partie d'«entreprise», **site en un lieu géographiquement identifiable par une adresse**.
- **Soit les «entreprises»**. L'entreprise désigne une **unité économique**, organisée pour vendre sur un marché les biens ou services qu'elle produit, et **qui a une personnalité juridique propre**. Une entreprise peut correspondre à une «unité locale» ou être composée de plusieurs «unités locales» (c'est-à-dire à plusieurs sites de production).

Au niveau régional, l'«unité locale» s'avère la notion la plus pertinente pour refléter l'état du système productif.

Une illustration : une entreprise peut avoir un siège d'exploitation en Wallonie, mais un siège social à Bruxelles. Si on effectue un comptage «entreprise», seule la région bruxelloise engrangera une unité. Par contre, si on travaille avec la notion statistique locale, la Wallonie bénéficiera également d'une unité. Ce qui est au final plus conforme à la réalité économique régionale.

En Belgique, le dénombrement des unités locales est effectué par l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS) (= les statistiques décentralisées ou brochure jaune). Notons que le dénombrement des unités locales s'appuie uniquement sur les unités locales qui emploient au moins un travailleur salarié.

2. Les ratios d'évolution démographique des entreprises

La source la plus complète pour analyser les mouvements démographiques des entreprises provient de l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (IWEPS).

Les comptages de l'IWEPS s'appuient sur les bases de données de Coface Belgium qui enregistrent les mouvements au Registre central du Commerce (intégré dans la Banque Carrefour des Entreprises).

Les comptages ne concernent que les sociétés commerciales (sociétés anonymes, en commandite simple, en commandite par action, coopératives, en nom collectif et les sociétés privées à responsabilité limitée).

L'IWEPS calcule notamment les ratios suivants :

- **Le taux de création brut**

Le taux de création brut rapporte le nombre de création d'entreprises, au cours d'une année, au stock initial en début d'année. Il tente de caractériser la dynamique entrepreneuriale d'un(e) région/pays. Il convient toutefois de l'utiliser avec prudence comme indicateur du développement de l'esprit d'entreprise dans un(e) région/pays. De part sa définition, il intègre en effet des mutations de nature purement juridique, à savoir le passage d'indépendants en sociétés.

- **Le taux de création net**

Le taux de création net rapporte le solde global des mouvements démographiques (créations - disparitions + immigrations - émigration) enregistrés au cours d'une année au stock initial en début d'année. Il est un indicateur de l'état de santé de l'activité économique d'un(e) région/pays.

- **Le taux de survie**

Le taux de survie représente le nombre d'entreprises, toujours actives 1 an, 2 ans, 3 ans, etc. après leur création.

3. Quelle est la différence entre l'économie marchande et non marchande ?

Du point de vue strict de la théorie économique...

Un **bien ou service marchand** est un bien ou un service pour lequel il existe un marché, c'est-à-dire un bien ou un service auquel on peut attribuer une valeur monétaire (un prix), qui fluctue en fonction de l'offre et de la demande pour le bien ou le service en question.

Par opposition, un **bien ou un service non marchand** est un bien ou un service auquel on ne peut pas attribuer de valeur marchande (et donc un prix) et qui ne peut donc faire l'objet d'un échange via un marché. L'exemple typique est celui de l'air qu'on respire.



Dans la pratique...

La notion stricte de bien ou service non marchand a été étendue, de telle manière qu'elle englobe les **biens et services publics ou collectifs** (la justice, la sécurité, ou encore l'enseignement), même si ces biens ou services pourraient dans une certaine mesure se voir attribuer une valeur marchande et faire l'objet d'un marché.

Dans certains pays, la catégorie des biens et services non marchands est encore plus large et inclut des **biens et services considérés d'intérêt public** (soins de santé, crèches, etc.). Ces biens et services sont alors complètement soustraits au marché ou partiellement soustraits via des mécanismes de subventions. Ces biens et services ne doivent alors plus répondre à une logique de production basée sur la maximisation du profit, comme c'est le cas pour les biens et services marchands. Toutefois, les limites entre les logiques marchande et non marchande sont parfois floues. Prenons le cas de nos hôpitaux, par exemple. Nous considérons qu'ils offrent un service relevant du secteur non marchand, mais on exige toutefois des hôpitaux une rentabilité minimum de leur activité...

Au final, il convient de retenir que dans la pratique la frontière entre «biens et services marchands» et «biens et services non marchands» est souvent ténue, pouvant varier selon les pays et les économies. Dès lors, la délimitation entre ces deux types de biens est sanctionnée dans de nombreux pays par des lois ou des conventions ad hoc.

4. Quelle est la différence entre le secteur privé et le secteur public ?

Les statistiques publiées par les différents instituts distinguent également les entités relevant du **secteur privé** et du **secteur public**. Ces concepts devraient en principe découler de la distinction entre les biens marchands et les biens non marchands. Ainsi le secteur public reprendrait les entités produisant des biens non marchands tandis que le secteur privé serait constitué des entités produisant des biens marchands. Dans la plupart des cas, cette distinction ne laisse pas de place à l'interprétation. Ainsi, **une boulangerie appartiendra au secteur privé** tandis que **le Ministère des Affaires étrangères relèvera du secteur public**. Cette méthodologie a été définie par la Commission européenne dans le cadre du système européen des comptes SEC 1995.

Certains cas sont plus délicats à trancher. Par exemple, si le secteur de l'enseignement fait partie du secteur public, les établissements tout à fait privés qui ne relèvent pas de la compétence des départements de l'enseignement des trois communautés, comme les auto-écoles, appartiennent au secteur privé.

Le problème le plus aigu concerne d'une part les entreprises à capitaux publics qui produisent des biens marchands (SNCB, Belgacom ou certaines intercommunales) et d'autre part, les unités à capitaux privés qui fournissent des services «semi-marchands» (hôpitaux ou enseignement privé). En principe, leur classification entre secteur public et secteur privé devrait dépendre de la nature du bien ou du service (marchand ou non marchand). Ainsi, la SNCB ou Belgacom devrait appartenir au secteur privé et les hôpitaux privés au secteur public. Or, si la comptabilité nationale (et donc la BNB) opère de la sorte, ce n'est pas le cas de l'ONSS. Celle-ci a tendance à privilégier la nature de l'actionariat plutôt que la nature du bien. Ainsi, classe-t-elle une entreprise comme Belgacom (une société anonyme de droit public qui produit des services marchands) dans le secteur public.

5. Pourquoi des différences dans les chiffres de l'emploi ?

L'ONSS répertorie 677.857 emplois dans les entreprises en Wallonie tandis que la BNB affiche un chiffre de 687.024. Cet écart provient de **différences dans les méthodologies** utilisées par les deux organismes pour définir le secteur privé et le secteur public (voir point 4).

6. Quelle est la différence entre la croissance réelle et nominale ?

La croissance réelle mesure la variation du produit intérieur brut d'une année à l'autre en gardant les prix constants. La croissance/décroissance due à l'augmentation/diminution des prix est ainsi neutralisée. On obtient donc une mesure de la «vraie» croissance de l'activité économique. La croissance nominale inclut quant à elle les évolutions des prix, c'est-à-dire de l'inflation/déflation.

7. Où trouver l'information économique ?

Trouver des statistiques économiques régionales peut être un exercice complexe en Wallonie.

En effet, il faut dans un premier temps trouver son chemin dans la jungle des instituts de statistiques car il n'existe pas à l'heure actuelle de centralisation des données économiques régionales. Ensuite, toutes les statistiques ne font pas l'objet d'une régionalisation, et ne sont donc disponibles qu'au niveau national. Enfin, et c'est là un élément essentiel, il faut pouvoir comprendre ce qui se cache derrière les chiffres. Une lecture attentive des notes de méthodologie est donc un passage obligé pour toute analyse économique.

Le tableau ci-après reprend les principaux bureaux de statistiques qui fournissent des informations régionalisées sur le monde de l'entreprise et l'économie en général.

INSTITUTS	DESCRIPTION	STATISTIQUES RÉGIONALES PRINCIPALES	SITE WEB
Belgostat	C'est le site de statistiques de la Banque Nationale de Belgique. Très complet, c'est souvent le point de départ pour une recherche économique en Belgique.	Comptes régionaux, emploi, enquêtes de conjoncture, commerce extérieur...	www.nbb.be
Eurostat	C'est le site de statistiques européennes par excellence. De nombreuses données régionales européennes y sont disponibles.	Comptes nationaux et régionaux, emploi, chômage, éducation, tourisme, environnement...	epp.eurostat.ec.europa.eu
SPF Economie	Le Service Public Fédéral de l'Economie fournit un grand nombre de statistiques propres.	Indicateurs conjoncturels, taux de chômage et d'emploi, indices des prix, populations, faillites...	statbel.fgov.be
Bureau Fédéral du Plan	C'est le bureau d'analyse et de prévisions économiques. De nombreuses bases de données (rétrospectives et prévisionnelles) sont disponibles.	Croissance économique, R&D, finances publiques...	www.plan.be
ONSS	L'Office National de la Sécurité Sociale met à disposition une série de statistiques, principalement consacrées au marché du travail.	Nombre d'entreprises et de travailleurs, cotisations sociales...	www.rs2.fgov.be

L'ENTREPRISE, JE VEUX SAVOIR !

INSTITUTS	DESCRIPTION	STATISTIQUES RÉGIONALES PRINCIPALES	SITE WEB
FOREM	Le service public wallon de l'emploi et de la formation fournit des statistiques principalement consacrées au marché du travail.	Nombre de demandeurs d'emploi, taux de chômage administratif...	www.leforem.be
AWEX	L'Agence Wallonne à l'Exportation et aux investissements Etrangers publie les chiffres relatifs au commerce extérieur de la Belgique	Exportations, investissements directs étrangers.	www.awex.be
ONEM	L'Office National de l'Emploi met à disposition des chiffres sur le marché du travail	Nombre de chômeurs et de travailleurs aidés, indemnités, crédits temps...	www.rva.be
IWEPS	L'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique offre également un grand nombre de statistiques régionales. Toutes ne sont cependant pas disponibles sur son site internet.	Taux de chômage, démographie des entreprises, perspectives économiques...	www.iweeps.be
CRISP	Le Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique a développé un outil recensant les entreprises wallonnes et leurs actionnaires.	Données financières des entreprises, actionariat...	www.crisp.be



8. Testez vos connaissances !

1. LES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ REGROUPENT :
 - a. des entreprises, des centres de recherche et des universités.
 - b. des entreprises uniquement.
 - c. des entreprises et des centres de recherche.

2. DEPUIS 2000, LA PRODUCTION DES ENTREPRISES WALLONNES A AUGMENTÉ ET :
 - a. l'émission de GES a augmenté.
 - b. la consommation d'eau et d'énergie ont augmenté.
 - c. l'émission de GES, la consommation d'eau et d'énergie ont diminué.

3. LA MAJORITÉ DES EXPORTATIONS DES ENTREPRISES WALLONNES VONT VERS :
 - a. l'Europe.
 - b. les pays émergents.
 - c. l'Amérique du Nord.

4. ENTRE 2003 ET 2011, LES ENTREPRISES WALLONNES :
 - a. ont créé 100.000 emplois nouveaux.
 - b. ont perdu 100.000 emplois.
 - c. ont affiché un nombre d'emploi stable.

5. EN WALLONIE, LES GRANDES ENTREPRISES REPRÉSENTENT :
 - a. 50% des entreprises et plus de 90% de l'emploi.
 - b. 10% des entreprises et plus de 50% de l'emploi.
 - c. moins de 0,5% des entreprises et plus de 20% de l'emploi.

6. UN MÉTIER EST EN PÉNURIE QUAND :
- a. il est difficile pour les travailleurs de trouver un emploi.
 - b. il est difficile pour les employeurs de trouver du personnel compétent.
 - c. il est difficile de trouver des matières premières.
7. DEPUIS 2000, D'OÙ PROVIENNENT LES PLUS GROS INVESTISSEURS ÉTRANGERS EN WALLONIE (en montants) ?
- a. La France, l'Allemagne et les Pays-Bas.
 - b. Les États-Unis, la France et l'Allemagne.
 - c. Les États-Unis, la Flandre et l'Italie.
8. LAQUELLE DE CES AFFIRMATIONS EST FAUSSE ?
- a. L'industrie crée de nombreux emplois indirects dans les services.
 - b. L'industrie est le premier secteur en Wallonie en termes de valeur ajoutée.
 - c. La pharmacie est le premier secteur industriel wallon en termes de valeur ajoutée.
9. LAQUELLE DE CES AFFIRMATIONS EST VRAIE ?
- a. Le taux de survie des entreprises wallonnes est inférieur à celui des entreprises flamandes.
 - b. Le taux de création net d'entreprises est plus élevé en Wallonie qu'en Flandre.
 - c. Le taux de disparition brut d'entreprises est plus faible en Wallonie qu'en Flandre.
10. LES ENTREPRISES EXÉCUTENT LA MAJORITÉ DE LA R&D EN WALLONIE :
- a. Vrai.
 - b. Faux.

RÉPONSES :

1a - 2c - 3a - 3b - 4a - 5c
6b - 7c - 8b - 9a - 10a



L'ENTREPRISE JE VEUX SAVOIR !

Rédaction : Jean-Christophe DEHALU

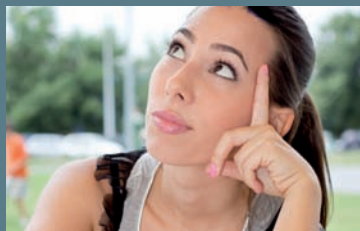
Conception graphique : Thierry DECLOUX

Impression : IMMEDIA

Photo de couverture : © FOTOLIA

Editeur responsable : Didier PAQUOT

© UWE 2013



L'ENTREPRISE
JE VEUX SAVOIR !



Union Wallonne des Entreprises, asbl

Chemin du Stocquoy 3 | 1300 Wavre

info@uwe.be | www.uwe.be

© UWE 2013